



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 02 FEV. 2023

Services Techniques
CL/AF
N° 47 / 2023

OBJET : Remise à l'état initial – avenue Gavignot.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande de la société CRTPB, 6 avenue des Verriers 02600 Villers Cotterets concernant la remise à l'état initial avant travaux des places de stationnement, de l'arrêt de bus, des feux tricolores et retrait du balisage avenue du Général Leclerc et avenue Gavignot.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 1^{er} février au 15 février 2023 la société CRTPB est autorisée à procéder à la remise à l'état initial avant travaux des places de stationnement, de l'arrêt de bus, des feux tricolores et retrait du balisage avenue du Général Leclerc et avenue Gavignot.

Article 2 : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.

Article 3 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société CRTPB sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 4 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 5 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune et celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 6 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 7 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 8 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société CRTPB 6 avenue des Verriers 02600 Villers Cotterets, et notifié à la société ENEDIS BP 30059 Cergy – 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

François ABOUT,
Conseiller municipal
Délégué aux travaux

The image shows a handwritten signature in black ink over a blue circular official stamp. The stamp contains the text 'M. DE 95020 SOISY-SOUS-MONTMORENCY' around the perimeter and 'R.E. (N° 0108)' at the bottom. The signature is written over the stamp and extends to the left.

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne/ou notifié le : **02 FEV, 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **02 FEV, 2023**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification.